

VIENNE (HAUTE-)

Bersac. — Eglise: clocher et travée située au droit du clocher (26 mai 1951).

YONNE

Courgenay-et-Lailly. — Abbaye de Vaultuisant: porterie (29 janvier 1951).

EDIFICES DECLASSES EN 1951

CALVADOS

Feugerolles-sur-Orne. — Nef de l'église (31 octobre 1951).

MARNE

Vitry-le-François. — Halles (11 novembre 1951).

RHIN (BAS-)

Fort-Louis. — Eglise (seul le clocher demeure classé) (13 juillet 1951).

SEINE-INFERIEURE

Rouen. — 31, rue aux Ours: façade du rez-de-chaussée et du premier étage (19 juillet 1951).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 52-777 du 1^{er} juillet 1952 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 17 mars 1945, relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par les décrets du 17 octobre 1945, du 1^{er} juillet 1947 et du 13 janvier 1951;

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Décète:

Art. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 17 mars 1945 est remplacé par le suivant:

« Nul ne peut se présenter aux épreuves de la première partie, s'il n'est:

« Agé de dix-huit ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen.

« Titulaire du B. E. P. C. ou d'un diplôme figurant sur une liste fixée par arrêté.

« Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie, s'il n'a subi avec succès, depuis un an au moins, les épreuves de la première partie. »

Art. 2. — A titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 1954:

Les candidats ayant subi avec succès l'examen de culture générale prévu par le décret du 17 mars 1945, seront dispensés de remplir la deuxième condition indiquée à l'article 1.

Les candidats qui auront été régulièrement inscrits au diplôme de maître d'éducation physique à une session antérieure à celle de 1953 pourront, s'ils ne sont pas titulaires d'un des diplômes visés à l'article ci-dessus, être autorisés à se présenter à l'examen de culture générale qui sera organisé en 1953, pour la dernière fois.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique à la jeunesse et aux sports,

JEAN MASSON.

Décret n° 52-778 du 1^{er} juillet 1952 fixant les modes de rétribution des maîtres auxiliaires des centres d'apprentissage publics.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 49-1264 du 16 septembre 1949, relatif au statut du personnel temporaire d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics et notamment son article 30;

Vu le décret n° 51-756 du 14 juin 1951 portant règlement d'administration publique, relatif au statut particulier des directeurs, professeurs d'enseignement général et surveillants généraux des centres publics d'apprentissage,

Décète:

Art. 1^{er}. — Dans les centres d'apprentissage publics, des maîtres auxiliaires peuvent être chargés, par les recteurs, à titre essentiellement précaire:

Soit d'assurer, à service complet, l'intérim d'un emploi momentanément vacant, ou la suppléance d'un professeur en congé;

Soit de donner régulièrement, et pendant toute la durée de l'année scolaire, une enseignement dont la durée ne correspond pas au temps de service complet d'un professeur.

Art. 2. — La rétribution des maîtres auxiliaires des centres d'apprentissage publics est fixée par référence aux traitements des fonctionnaires indiqués dans le tableau de correspondance suivant:

CATÉGORIES des maîtres auxiliaires.	CATÉGORIES DE FONCTIONNAIRES
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement.	Professeur d'enseignement général des centres d'apprentissage publics.
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (1 ^{er} degré) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement de la couture.	Professeur technique adjoint des centres d'apprentissage publics.
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus du baccalauréat.	Instituteur des écoles primaires élémentaires.
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés.	

Art. 3. — Cette rétribution comporte six échelons correspondant aux six échelons les plus bas, y compris éventuellement celui de stagiaire, de l'échelle de traitements des catégories de référence.

Elle est fixée dans les conditions suivantes:

Pour les maîtres auxiliaires à service complet, cette rétribution est, pour chaque échelon, égale à celle du fonctionnaire correspondant:

Pour les maîtres auxiliaires à service partiel, cette rétribution est réduite selon le rapport de la durée effective du service hebdomadaire accompli à la durée réglementaire maximum du service prévu par les textes en vigueur pour les enseignements considérés.

Art. 4. — Les promotions d'échelon sont attribuées d'après l'ancienneté de service dans les fonctions de maîtres auxiliaires et compte tenu du mérite professionnel des intéressés. Seuls pourront bénéficier d'une promotion les agents justifiant de cinq ans de service au minimum dans leur échelon.

La répartition des maîtres auxiliaires dans les six échelons prévus à l'article 3 est faite dans la limite des crédits budgétaires calculés sur le taux moyen des différents échelons.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions de l'article 30 du décret n° 49-1264 du 16 septembre 1949 relatives aux suppléants d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics.